

Accords fiscaux—Loi

pays, mais également certaines des très nombreuses analyses objectives portant sur les programmes sociaux mis en oeuvre par le parti libéral et appuyés à contre-cœur par le Nouveau parti démocratique.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, c'est un jour fort sombre pour le Canada . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: . . . et ce n'est pas parce qu'il se fait tard. Le projet de loi C-96 tend à modifier la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Il devrait s'intituler plutôt «Projet de loi tendant à permettre au gouvernement conservateur de sabrer dans les domaines de l'enseignement postsecondaire et des soins de santé assurés aux malades d'un bout à l'autre du pays». À vrai dire, le projet de loi nuit aux intérêts des citoyens et des jeunes, et cause du tort aux régions défavorisées.

M. Friesen: Quand allez-vous parler des «citoyens ordinaires»?

M. Riis: Il nuit également aux citoyens ordinaires en général.

Cette situation est des plus graves. Ce soir, nous nous demandons s'il y a vraiment lieu de donner suite à un projet de loi qui, dans cinq ans d'ici va réduire de 5,600 millions de dollars, soit 5.6 milliards, les paiements versés aux provinces dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire.

M. Deans: Tant que cela?

M. Riis: Oui. La somme est énorme; elle est incommensurable. Elle révèle de manière on ne peut plus nette les véritables priorités du gouvernement. Beaucoup de députés d'en face ont prétendu ne pas avoir les moyens d'améliorer l'éducation assurée aux Canadiens, jeunes et vieux, et ne pas pouvoir offrir des services de santé convenables aux Canadiens. Ils ont cependant les moyens de s'offrir bien d'autres choses.

M. Deans: Quelles sont-elles?

M. Riis: J'ai entendu le député de Hamilton Mountain (M. Deans). Puisque je n'ai pas le temps d'en dresser la liste complète, je me contenterai de deux ou trois exemples. Il a suffi d'une fin de semaine pour que le gouvernement déniché un milliard de dollars pour renflouer deux banques.

M. Deans: Un milliard de dollars!

M. Riis: En effet, mille millions de dollars en une fin de semaine pour venir au secours de gros déposants dont la *Bank of America*, Citibank, la Banque de Hong Kong, la Banque de Corée.

M. Deans: Où a-t-on trouvé cet argent?

M. Riis: Les Canadiens en ont fait les frais. Pour le gouvernement, c'était une priorité que de trouver un milliard de dollars pour renflouer les banques, tout comme de donner la même somme à Dome Petroleum et encore autant pour l'acquisition de Gulf. Par contre, il manque d'argent quand il s'agit de l'enseignement postsecondaire ou de l'amélioration des soins de santé.

M. Deans: Pour les malades.

M. Riis: En effet, pour les malades.

M. Deans: Il donne aux banques mais pas aux jeunes.

M. Riis: Oui, et surtout à des banques étrangères, mais il prive les jeunes Canadiens. Les priorités du gouvernement sont très nettes.

Le plus inquiétant, pour certains d'entre nous qui représentent, comme moi, des circonscriptions de la Colombie-Britannique, c'est le fait que cette province soit placée sous la férule d'un parti qui est contre les jeunes, contre les gens et contre l'enseignement. On l'appelle le Crédit social du Canada et ses membres sont des créditistes.

M. Benjamin: Ils sont de la même trempe que les conservateurs.

M. Riis: Tout à fait. Ils ressemblent aux conservateurs à bien des égards.

M. Deans: En fait, un conservateur se présente à la direction du parti.

M. Riis: Ce que vient de dire le député de Hamilton Mountain est fort intéressant. En fait, un certain nombre de conservateurs se lancent dans la course à la direction du Parti du crédit social. Je vois là un lien évident. Quoi qu'il en soit, le Crédit social a été pendant de nombreuses années réfractaire à l'éducation. Comme conséquence, je connais dans ma circonscription une classe de sciences où 120 étudiants n'ont que 26 manuels à se partager. Ailleurs, dans une classe de biologie, science qui a évidemment beaucoup progressé au cours des dernières années, il y a un manuel dépassé depuis dix-huit ans ou qui remonte à dix-huit ans. C'est le genre d'éducation offerte aux jeunes parce que le Crédit social ne peut pas se permettre le luxe de l'éducation. Comme je l'ai mentionné, les conservateurs ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas s'offrir le luxe d'une éducation convenable au Canada.

Permettez-moi de placer les choses sous un certain éclairage. D'abord, pour l'enseignement postsecondaire. Prenons les 20 premiers pays de l'OCDE, soit les principaux pays industrialisés comme on les appelle plus couramment, et voyons l'argent qu'ils consacrent à l'éducation, à la recherche et au développement. Tous, sauf un, investissent plus que jamais dans le domaine de l'éducation postsecondaire. Quel pays, parmi tous les pays industrialisés du monde occidental, réduit ces investissements? Quel pays réduit ses investissements dans la plus importante ressource de tout pays, à savoir les ressources humaines? Le Canada. Parmi tous les pays de l'OCDE, le Canada ressort par la réduction de ses investissements dans sa principale ressource—la population canadienne.

Regardons du côté des provinces, plus particulièrement de celle qui plus que toute autre pêche par l'insuffisance des investissements dans ces domaines. Il s'agit de la Colombie-Britannique. Non seulement les Canadiens sont-ils en mauvaise posture sur le plan international, mais les habitants de la Colombie-Britannique sont les moins favorisés de tous les Canadiens. Quand on examine quels sont ceux dans cette province qui bénéficient le moins des services d'enseignement, on voit que ce sont ceux qui vivent ailleurs que dans le sud-ouest de la province où l'on a accès aux universités, aux écoles techniques et de métiers et aux divers instituts professionnels. Il en coûte beaucoup plus cher de s'instruire quand on habite à l'intérieur de la province. Cette région fait figure de parent pauvre dans la province.